



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 30/12/2025

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CANAMETAL

ZI de St. Liguair
Rue Blaise Pascal
79000 Niort

Références : 0007201721/2025/413
Code AIOT : 0007201721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement CANAMETAL implanté ZI de St. Liguair Rue Blaise Pascal 79000 Niort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CANAMETAL
- ZI de St. Liguair Rue Blaise Pascal 79000 Niort
- Code AIOT : 0007201721
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CANAMETAL, créée en 1961, est spécialisée dans la fabrication de structures et ossatures métalliques de grandes dimensions dans les secteurs suivants :

- Construction : charpentes et structures métalliques pour les bâtiments industriels, agricoles, tertiaires, commerciaux ou encore logistiques.
- Industrie : conception de garde-corps, de skids, de supports process, de plateformes techniques ou encore de tours industrielles.
- Ouvrages d'art : ponts métalliques, passerelles pour piétons, poutres et autres projets de grandes dimensions.

Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n° 3295 du 17 février 2000 ainsi que par les prises d'actes n° A4096 du 8 octobre 2003 relatif à l'extension de l'usine et de l'entrepôt et n°A4950 du 19 mars 2010 relatif à un projet d'agrandissement de l'unité de production.

Le changement de dénomination sociale a été validé par la prise d'acte n° A6411 du 20 octobre 2022.

L'entreprise emploie 92 personnes (hors intérim).

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Air
- Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/02/2000, article 1	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
2	Périmètre d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
3	Rejets atmosphériques – Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article Annexe 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
4	Ouvrages de prélèvements	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 8.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les personnes en charge de la direction du site ainsi que du suivi de la démarche environnementale ont été renouvelées depuis quelques mois. Après échange, l'exploitant souhaite mettre en conformité le site avec les prescriptions réglementaires qui s'imposent.

L'exploitant a contractualisé avec le bureau d'étude APAVE afin de réaliser les dossiers nécessaires à la régularisation du site.

Un travail d'analyse de la situation du site est à prévoir afin de vérifier la conformité des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2000, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
La société CANAMETAL dont le siège social est situé à Niort, est autorisée à exploiter rue Blaise Pascal sur la Z.I. de Niort Saint Liguair un établissement spécialisé dans la fabrication d'éléments pour charpentes métalliques et comprenant les installations classées suivantes :			
Numéro nomenclature	Activités	Capacité	Classement
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages	1030 kW de puissance installée	Autorisation
2940-1a	Application de peinture par trempé	29 400 litres	Autorisation
2575	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques... sur un matériau quelconque pour dépolissage, décapage	60 kW de puissance	Déclaration
2940-2b	Application et séchage de peinture lorsque l'application est faite par tout autre procédé autre que le trempé (pulvérisation)	52 kg/j	Déclaration
Constats :			
Par décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 modifiant la nomenclature des installations classées, la rubrique 2560 de la nomenclature a été modifiée pour intégrer le régime de l'enregistrement.			
Par décret n° 2020-559 du 12 mai 2020 modifiant la nomenclature des installations classées, la rubrique 2940 de la nomenclature a été modifiée pour intégrer le régime de l'enregistrement.			
Lors de la précédente visite d'inspection du 21 avril 2022, il avait été demandé à l'exploitant de se positionner sur le classement applicable à ses installations afin de solliciter le bénéfice			

d'antériorité des droits acquis pour l'ensemble des rubriques concernées.

Par courrier du 11 août 2022, l'exploitant a transmis le nouveau tableau de classement applicable à l'installation.

Concernant l'application de peinture à base de liquides par un procédé au trempé au titre de la sous-rubrique 2940-1, l'exploitant a précisé que cette activité n'était plus exercée sur le site. Il a été constaté que la fosse utilisée pour réaliser cette activité a été condamnée avec la présence d'une dalle béton. Il est à noter que l'exploitant n'a pas réalisé de dossier de cessation d'activité.

Concernant l'application de peinture par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction...) au titre de la sous-rubrique 2940-2, l'exploitant a précisé que la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre avait augmenté à 180 kg/jour au lieu de 52 kg/j, soit une quantité supérieure au seuil de l'enregistrement fixé à 100 kg/j au titre de cette rubrique.

Concernant les rubriques 2560 et 2575 respectivement relatives au travail mécanique des métaux et à l'emploi de matières abrasives, l'exploitant a précisé que le site relevait désormais du régime de la déclaration.

Après analyse des éléments transmis par l'exploitant, la préfecture a demandé à l'exploitant par courrier du 20 octobre 2022 de transmettre **sous 3 mois** :

- un dossier de demande d'enregistrement conformément aux dispositions des articles R.512-46-1 et suivants du code de l'environnement ;
- un dossier de déclaration conformément aux dispositions des articles R.512-47 du code de l'environnement.

Après plusieurs relances, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 24 février 2025 la version projet de la demande d'enregistrement qui ne comprenait que le formulaire CERFA.

Après la réalisation de plusieurs devis auprès de bureaux d'études, l'exploitant explique avoir mandaté l'APAVE afin de régulariser la situation. L'exploitant s'engage à déposer les dossiers dans un délai de 12 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que la demande de transmission du dossier d'enregistrement a été réalisée par courrier de la préfecture en date du 20 octobre 2022 et que les délais de transmission sont échus, l'inspection propose à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant est invité à se positionner sur l'ensemble des rubriques applicables à son installation y compris la rubrique 1978 relative aux émissions industrielles de solvants organiques.

Il transmet un dossier de demande d'enregistrement complet et régulier conformément aux articles R.512-46-1 du code de l'environnement dans un délai de 12 mois. Le dossier devra être complété par une analyse de conformité à l'arrêté préfectoral applicable ainsi qu'aux arrêtés ministériels de prescriptions générales des rubriques applicables.

Concernant l'arrêt de l'activité de peinture par trempage, l'exploitant transmet à la préfecture un dossier de cessation d'activité partielle conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. L'exploitant s'assure que l'activité n'a pas été réalisée

également sur une autre zone du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 12 mois

N°2 : Périmètre d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article 2
Thème(s) : Situation administrative, périmètre d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront si nécessaires adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.</p>
<p>Constats :</p> <p>En arrivant sur le site, il a été constaté que les bureaux situés à l'entrée du site (Est) sont libres et affichés comme disponibles à la location.</p> <p>Dans le dossier de demande d'autorisation qui a été déposé le 8 décembre 1998, le périmètre d'exploitation du site incluait l'ensemble des bâtiments, y compris administratif, des parcelles 41, 66, 68, 71 et 72 de la section DO de la commune de Niort.</p> <p>Lors de la visite des installations, il est également constaté qu'une porte d'accès permet de rejoindre les bureaux depuis les locaux techniques et qu'une partie de la toiture de ces bureaux est visible depuis les parois translucides du bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Si l'exploitant souhaite mettre en location les bureaux actuellement non utilisés, il devra compléter son dossier d'enregistrement par une description des mesures constructives prévues afin de protéger les usagers de ces bureaux qui seront considérés comme des tiers.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Rejets à l'atmosphère – Valeurs limites et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2020, article Annexe 1		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère		
Prescription contrôlée :		
Point de rejet	Cheminée Atelier de grenaillage	Cheminée Fosse au trempé
Paramètres : - Poussières - COV	150 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³ 150 mg/Nm ³ 2.5 t/an au 31/12/2000 sur l'ensemble de l'activité peinture
Critères de surveillance : - Mesure - Fréquence	Sur un prélèvement d'au moins 1/2 heure Une fois tous les 3 ans	- sur un prélèvement d'au moins 1/2 heure - bilan matière global Une fois par an
<p>Le Nm³ correspond au volume des gaz rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101.3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une concentration d'oxygène de 11 %.</p>		
Constats : <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que le contrôle des rejets atmosphériques datait de plus de 3 ans.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, le rapport de vérification périodique n'a pas été transmis et l'exploitant a précisé que la vérification n'a pas été réalisée.</p> <p>Il a été constaté que le système de dépoussiérage de la grenailleuse présente dans l'atelier n'est pas raccordé à la cheminée, aussi il n'est pas possible de réaliser des mesures de poussières en haut de la cheminée sur la toiture.</p> <p>Après vérification du dossier de demande d'enregistrement déposé en 1998, il est précisé que l'air épuré est évacué dans l'atelier par une canalisation, située en partie haute du dépoussiéreur et qu'il est nécessaire de mettre en place une cheminée qui devra atteindre une hauteur de 10 mètres au-dessus du sol de l'usine.</p> <p>Concernant la cheminée de l'atelier de la fosse de peinture par trempé et comme évoqué dans le point précédent, cette installation n'est plus en service et la cheminée a été démontée.</p>		

Il est également à noter que l'activité de peinture par pulvérisation comprend 3 fosses de travail qui sont chacune raccordées à un système d'aspiration et à une cheminée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant vérifie la conformité de l'installation de dépoussiérage de la grenailleuse et réalise, le cas échéant, les travaux nécessaires de mise en conformité. Dans son dossier d'enregistrement, il précise les caractéristiques de chacune des cheminées des fosses de peinture par pulvérisation et met en œuvre, le cas échéant, les actions correctives nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Ouvrages de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée. [...]
Constats : Dans son dossier transmis le 11 août 2022, l'exploitant a précisé que le seul usage de l'eau sur le site est un usage sanitaire et que l'installation dispose d'un dispositif de protection au niveau de la chaufferie visant à prévenir toutes contaminations. Il s'engageait à mettre en place un clapet anti-retour sur le réseau de distribution d'eau potable. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu préciser si le clapet anti-retour a été mis en œuvre ou non.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre un clapet anti-retour
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'analyse de conformité transmise le 11 août 2022, l'exploitant a précisé que l'installation ne dispose pas de dispositif de détection incendie et qu'il s'engageait à se mettre en conformité. Il est précisé dans son courrier que l'étude était en cours pour l'installation d'un dispositif de détection automatique pour les zones à risques recensées selon les dispositions de l'article 4.1.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a précisé que l'étude n'était pas finalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un système de détection incendie conformément aux dispositions réglementaires applicables à son installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 8.9
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risques d'incendie doivent être équipés en partie haute, sur au moins 2 % de leur surface d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées, (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface du local. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que le dispositif de commande des exutoires de l'atelier peinture n'est pas facilement accessible, en raison de la présence d'une armoire technique devant le dispositif. De</p>

plus, l'étiquette de vérification périodique collée sur la commande indique deux vérifications réalisées en 2004 et 2005. L'exploitant a confirmé qu'aucune vérification périodique des installations de désenfumage n'a été réalisée depuis plusieurs années.

Dans le bâtiment dénommé hall PRS, un nouveau matériel de commande numérique de découpe laser pour des pièces de grande dimension est actuellement en cours d'installation. Son installation à moins d'un mètre des murs du bâtiment ne permet pas d'accéder au dispositif de commande manuelle de désenfumage. Le dispositif semble avoir été implanté en 2009 et ne dispose pas d'étiquette de vérification périodique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant mandate un organisme compétent pour réaliser les vérifications périodiques des installations de désenfumage.

Dans le cadre de son dossier de demande d'enregistrement, l'exploitant vérifie le respect des dispositions applicables concernant les dispositifs de désenfumage. Il s'assure que les dispositifs de commande sont accessibles en permanence ou à défaut, il déplace le dispositif vers un autre accès facilement accessible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois